

LES inspirations **ÉCO** AFRIQUE

Croissance

Comment industrialiser l'Afrique

● Le Maroc se prépare à abriter la 29^e session du Comité intergouvernemental d'experts d'Afrique du Nord (CIE). L'accélération de l'industrialisation des économies de la région est au centre des échanges.

p.21

ACTUALITÉ

La Banque mondiale octroie 100 millions de dollars à la Centrafrique **p. 20**

CAHIER DE L'INTÉGRATION

Le WESP confirme la bonne forme de l'Afrique **p. 22-23**

MARCHÉ

Ce qui a changé dans le continent...

p.25



Actualité



BILLET

Safall Fall
s.fall@leseco.ma

USA-Afrique, le rattrapage

Barack Obama pousserait-il l'économie américaine à un retour économique aux sources? Les États-Unis, restés longtemps à l'écart de la course hégémonique des Occidentaux vers le continent, chercherait désormais à retrouver ses racines... économiques. En août prochain, près d'une cinquantaine de chefs d'État et de gouvernement de pays africains sont attendus à la Maison Blanche. Obama aura en effet désormais son Sommet Afrique-USA, sous le même modèle que celui de la Françafrique, Sino-Afrique ou encore Afro-arabe. Les Américains chercheraient, via cette initiative, à contrecarrer les influences économiques et commerciales des économies européennes et des régions émergentes, en Afrique. La Chine, par exemple, est la principale cible de cette contre-offensive. Nous devrions bientôt assister à une transposition sur le continent de la très vieille rivalité qui oppose les deux premières puissances économiques mondiales. Les États-Unis veulent clairement reprendre leur place sur la scène économique africaine. Officiellement, la portée de la rencontre d'août prochain est de «faire progresser les objectifs de l'administration en matière de commerce et d'investissement en Afrique», ainsi que la mise en évidence de «l'engagement des États-Unis envers la sécurité de l'Afrique, le développement de la démocratie et de ses habitants». Tout cela est du déjà-vu, évidemment, me direz-vous... ●



L'ARGA débat sur la gouvernance à Rabat

Le ministère marocain chargé des Affaires générales et de la gouvernance, piloté par Mohamed El Ouafi (photo), et l'Alliance pour refonder la gouvernance en Afrique (ARGA) ont démarré hier les travaux de la deuxième édition des Journées annuelles sur la gouvernance en Afrique (JAGA), qui doit se poursuivre jusqu'au 30 janvier. Cette rencontre tourne autour du thème «L'Afrique réinvente son économie». L'ARGA est un réseau d'acteurs africains, mais également de participants internationaux, liés par la conviction que «la paix et le développement du continent africain sont subordonnés à une profonde ré-interrogation des fondements des politiques de gouvernance africaines». L'organisme favorise ainsi des espaces de débat et d'échanges sur des thématiques diverses relatives à la gouvernance en Afrique (Forum multi-acteurs sur la gouvernance au Mali, Assemblée citoyenne du Mali, Forum sur la gouvernance en Afrique avec la commission de l'Union africaine, etc.).

Commerzbank plébiscite la destination Afrique

La banque allemande vient de rendre publique une importante étude sur l'attractivité de l'Afrique subsaharienne en termes d'investissements. Selon ce rapport, la région est de plus en plus intéressante pour les investisseurs étrangers et constitue un véritable marché d'avenir. «Avec une croissance de l'économie réelle de 5% en 2013 et probablement de 6% en 2014, la région se place au deuxième rang derrière l'Asie au classement des zones les plus dynamiques», peut-on lire dans le rapport, présenté la semaine dernière à Francfort. Le document insiste également sur les capacités résilientes de l'économie africaine dans sa globalité, face à la crise économique mondiale.

... Et 3 milliards d'euros de l'UE pour l'Afrique centrale

Quasiment dans le même sillage que la Banque mondiale, l'Union européenne (UE) a annoncé qu'elle compte accorder 3 milliards d'euros de subventions aux économies de la région centrale du continent, à l'horizon 2020. Selon un communiqué de l'organisation régionale européenne, il s'agit plus précisément «d'octroi d'une valeur globale de près de 3 milliards d'euros, sous la forme de subventions, en faveur des pays et organisations d'Afrique centrale au cours de la période 2014-2020». Ce financement est ainsi destiné à soutenir les 162 millions d'habitants de cette région en proie à plusieurs conflits armés. Il devrait également servir à la lutte contre la pauvreté et la malnutrition chronique. Les futurs programmes devraient également favoriser des investissements porteurs de croissance, et améliorer l'accès aux services sociaux de base dans ces mêmes pays.

Un milliard de dollars,
c'est le montant de l'eurobond que la Côte d'Ivoire s'appête à lancer cette année sur le marché international.



100 millions de dollars de la BM à la Centrafrique...

La Banque mondiale a communiqué en milieu de semaine dernière sur sa volonté de mettre sur pied «une aide d'urgence de 100 millions de dollars au profit de la République centrafricaine, dans le but d'empêcher un désastre humanitaire dans ce pays en proie, depuis plusieurs mois déjà, à des conflits interreligieux». Ce soutien, destiné à «fournir soins de santé et nourriture à la population» et à «rétablir les services publics de base», sera versé au cours de l'année 2014 «dans la mesure où les conditions de paix et de sécurité s'amélioreront», a précisé la Banque mondiale dans un communiqué. Selon les médias internationaux, cette aide visera notamment à éviter «la propagation de maladies chez les populations déplacées», dont le nombre a atteint un million depuis le renversement du président François Bozizé et le début des violences en mars 2013.



Industrialisation

Le Maroc mène les débats en Afrique du Nord

● Le royaume se prépare à abriter la 29^e session du Comité intergouvernemental d'experts d'Afrique du Nord (CIE). L'accélération de l'industrialisation des économies de la région est au centre des échanges. Les enjeux sont la durabilité de la dynamique économique de la région, sans oublier le facteur inclusif de cette croissance.

Comment accélérer l'industrialisation des économies d'Afrique du Nord, pour rendre leur dynamique économique plus inclusive et plus pérenne dans le temps. Ce sera, en mars prochain, la question à laquelle devrait répondre la 29^e session du Comité intergouvernemental d'experts d'Afrique du Nord (CIE), organisée par le Bureau sous-régional pour l'Afrique du Nord de la Commission économique pour l'Afrique. Cette rencontre interviendra en préparation de la 7^e réunion conjointe de la Conférence des ministres de l'Économie et des finances de l'Union africaine et de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la Commission économique pour l'Afrique, prévue fin mars, au Nigéria, dans la ville d'Abuja. Le royaume, qui n'est pas membre officiel de l'UA mais constitue désormais une puissance économique sur laquelle il faudrait dés-



● Les différentes politiques industrielles mises en place dans les pays du continent seront décortiquées au cas par cas.

ormais compter, notamment en région nord-africaine, souligne ainsi sa grande politique de développement du secteur industriel. « Cette 29^e session du CIE est d'ailleurs la première à avoir lieu dans la nouvelle orientation stratégique de la CEA, dont la transformation structurelle du continent est l'objectif principal », selon un commu-

niqué de la CEA-UN. Dans le fond, cette rencontre devrait permettre aux experts de la région de débattre des diverses politiques industrielles en place dans les pays nord-africains. L'objectif est évidemment de pouvoir relever les défis de la transformation structurelle de ces économies. « Les propositions porteront sur une crois-

sance plus importante, ainsi qu'une intégration régionale et un développement durable plus accélérés », explique-t-on dans le même communiqué.

Progressions relatives

L'industrialisation demeure une des conditions souvent soulevées lorsqu'on parle de transformation structurelle des économies du continent. Il faut savoir que sur ce créneau, tout reste encore à faire. Les quelques évolutions observées sur les dernières années demeurent peu homogènes. En Afrique du Nord, par exemple, la part de la valeur ajoutée manufacturière dans le PIB de la région a légèrement augmenté entre 1980 et 2009, passant de 12,6% à 13,6%. Dans le reste du continent, cette croissance a été négative. Cette valeur ajoutée a effectivement chuté de 16,6% à 12,7% en région subsaharienne. Selon les experts de la CEA, « dans les années 80 et 90, l'Afrique a connu le processus le plus grave de désindustrialisation du monde en développement ». Les mêmes sources justifient cette situation, non seulement par le mode de production colonial axé sur les activités extractives, mais également et surtout, « par les politiques industrielles menées à partir des années 50 jusqu'aux années 90 ». Pour ces derniers, en effet, le modèle d'industrialisation fondé sur la substitution systématique des importations n'a pas permis une industrialisation massive en Afrique. ●

●●●
Dans les années 80 et 90, l'Afrique a connu le processus le plus grave de désindustrialisation du monde en développement.



BMCE Bank, partenaire de votre dossier Afrique

BMCE BANK 
 NOTRE MONDE EST CAPITAL

Cahier de l'intégration

Croissance

Le WESP confirme la bonne forme du continent

● Après la Banque mondiale et le FMI, l'ONU confirme les perspectives économiques positives de l'Afrique pour 2014. Les World Economic Situation and Prospects 2014 (WESP) projettent 4% en 2013, 4,7% en 2014 et 5% en 2015. La pression inflationniste demeure modérée.

Quelques semaines à peine après le dernier rapport de la Banque mondiale et du FMI sur les perspectives économiques africaines, l'enthousiasme est encore de mise dans les pages des organismes internationaux vis-à-vis de la dynamique économique du continent. En milieu de semaine dernière, à Abuja, au Nigéria, c'était au tour des World Economic Situation and Prospects 2014 (WESP) des Nations Unies de livrer leurs perspectives sur la conjoncture économique africaine. Selon l'institution internationale, la croissance du continent a atteint 4% en 2013, et devrait passer à 4,7% en 2014, et à 5% en 2015. Ces chiffres confirment évidemment les projections des institutions de Bretton Woods, à quelques virgules près. Dans le détail, le WESP indique que cette dynamique s'illustre particulièrement en Afrique de l'Est et de l'Ouest, «grâce à de nouveaux investissements et des découvertes en gisements de pétrole et de minéraux». Par contre, l'instabilité et les incertitudes politiques continuent de plomber le potentiel de croissance des économies en Afrique Centrale et du Nord. «Les pays exportateurs de pétrole et de minéraux sont supposés connaître des trajectoires de croissance positives, mais les pays non exportateurs de pétrole et non dotés de minéraux ont vu croître leurs taux de croissance», commentent les auteurs de l'étude WESP.

Défis structurels

Le rapport revient également sur d'autres indicateurs macroécono-

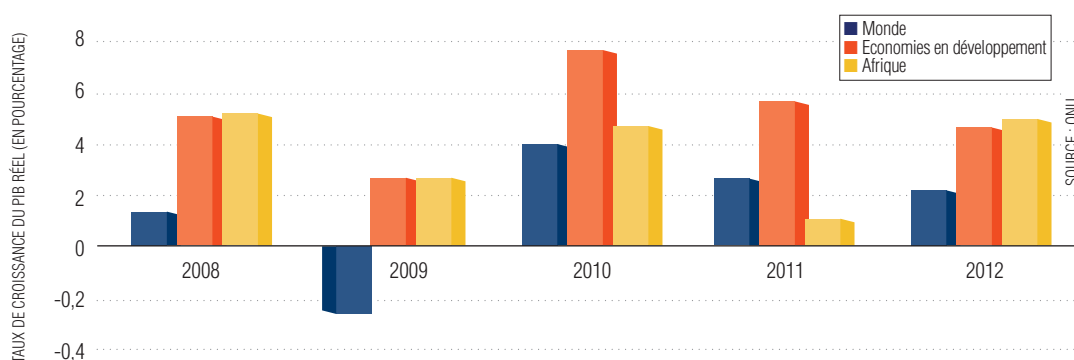


● La dynamique africaine est tirée par les nouveaux investissements et les découvertes de gisements de pétroles et de minéraux.

En matière d'échanges commerciaux, les soldes extérieurs de l'Afrique ont été positifs.

après des jeunes, sans parler des grandes discriminations entre sexes sur l'accès aux revenus. Sur le volet des échanges commerciaux, le WESP relève que «les soldes extérieurs de l'Afrique ont été positifs, alimentés par les exportations de produits de base». Ces exportations sont pourtant bien en recul, face à la baisse de la demande en provenance des économies émergentes. Le commerce, de façon plus globale, a également baissé en termes de contribution au Produit intérieur brut (PIB) dans presque toutes les régions du continent, selon les experts du WESP.

CROISSANCE DU PIB, 2008 - 2012



Les risques restent inchangés

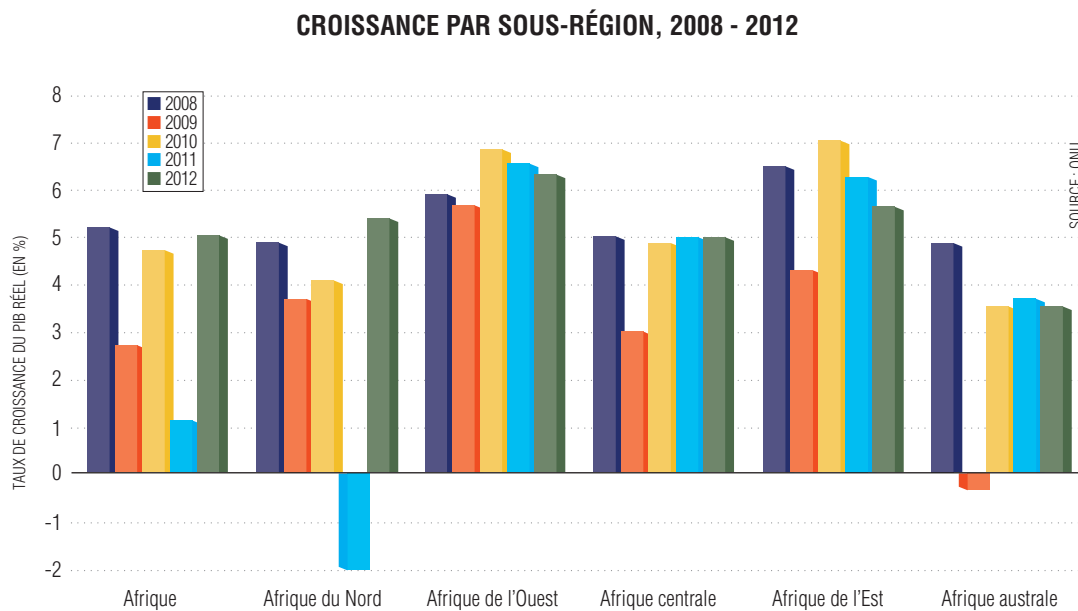
Le WESP ne s'est pas limité aux forces du continent. Des faiblesses, l'Afrique en a bel et bien, en effet. Les auteurs du rapport citent, par exemple, certains «risques de détérioration et d'incertitudes auxquels les pays africains devront faire face, à savoir, les troubles politiques, des inégalités croissantes, des lacunes institutionnelles, une reprise économique mondiale plus lente que prévue, et un manque de transformation». Pour les économistes des Nations Unies, ces facteurs de risques, de diverses natures, pourraient être facilement contournés. «Il existe de nombreux moyens par lesquels l'Afrique peut jeter les bases d'une croissance plus soutenue et inclusive, y compris son rapprochement avec les marchés émergents, un environnement des affaires en constante amélioration, des politiques de transformation économique et une plus grande intégration régionale». Par ailleurs, la dynamique économique du continent lui est encore exclusive, l'économie mondiale n'ayant progressé que de 2,1% en 2013, elle devrait croître à un rythme de 3% en 2014 et de 3,3% en 2015.

...Et la CEA revient sur les acquis

● Si les perspectives 2014-2015 sont optimistes, c'est sans doute parce que le continent a bâti de solides acquis macroéconomiques sur les dernières années. En 2012, justement, la croissance économique africaine s'est consolidée à 5%. La forte consommation intérieure et la demande d'investissement sont les principales raisons à cette situation.

Le continent fonde ses perspectives à court terme sur de bons acquis. La Commission économique pour l'Afrique (CEA) est formelle, à travers son traditionnel rapport annuel sur la situation économique du continent. En effet, concernant 2012, l'institution indique que «la dynamique économique en Afrique s'est consolidée pour atteindre 5%, malgré un ralentissement de l'économie mondiale». Les auteurs du rapport constatent que la production et les exportations de produits de base sont demeurées essentielles pour la croissance sur le continent, sur cette même année. De nombreux pays cherchent pourtant de plus en plus à diversifier leur économie et leurs sources de croissance. En 2012, toujours, «la croissance a été forte aussi bien dans les pays riches en produits de base que dans ceux dépourvus de ressources, même si au sein de ces deux groupes, les exportateurs de pétrole ont enregistré une croissance légèrement plus rapide, sous l'effet de l'augmentation de la production et des prix du pétrole», selon le diagnostic de la CEA.

L'organisme précise aussi que la croissance africaine a continué, en 2012, à bénéficier de l'amélioration



de la gestion macro-économique et de politiques macroéconomiques prudentes qui ont permis de procéder à des dé-

La croissance africaine a bénéficié en 2012 de l'amélioration de la gestion macro-économique.

penses publiques importantes, notamment dans les infrastructures et les services publics.

Consommation et demande

Selon l'institution panafricaine, l'augmentation de la consommation intérieure et de la demande d'investissement, favorisée par la hausse des revenus et l'urbanisation, ont représenté plus de la moitié de la croissance dans de nombreux pays africains en 2012. Dans le détail de la structure et des composantes de cette dynamique évolutive du PIB africain en 2012, on se rend compte que la consommation privée a été le principal moteur de croissance en Afrique cette année, talonnée par l'investissement fixe brut et la consommation des administrations publiques. «L'investissement brut en capital fixe et les ex-

portations ont enregistré une forte reprise en Afrique du Nord en 2012, mais la contribution de la formation brute de capital fixe à la croissance du PIB réel, a toutefois baissé dans le reste de l'Afrique à mesure que le solde extérieur diminuait», observent les experts de la CEA.

Afrique du Nord

En Afrique du Nord, les partenaires traditionnels des économies de la région demeurent importants. De nombreux pays, notamment ceux du Maghreb, ont pu non seulement atténuer l'impact de la récession en Europe mais également diversifier leurs exportations par destination et composition. Cela est notamment dû «au renforcement des relations commerciales et d'investissement avec les économies émergentes», selon les commentateurs des économistes de la CEA. Ces derniers pensent d'ailleurs que «ces relations aident également les pays nord-africains à diversifier leurs sources de capitaux et à attirer des investissements directs étrangers (IDE) et une aide publique au développement (APD) vers les secteurs de l'infrastructure et de produits autres que les produits de base». Les tensions politiques s'étant atténuées, les recettes touristiques ont également augmenté en Afrique, ce qui a favorisé la croissance en 2012. ●

Pression inflationniste

Le continent continue de se reposer sur ses richesses naturelles pour financer son développement. D'après la CEA, l'indice des prix de tous les produits de base a augmenté durant le premier trimestre de 2012, atteignant un pic en mars 2012, en raison de l'augmentation de la demande provenant des pays en développement. C'est le cas pour le cours mondial du pétrole brut, resté élevé à 109,9 dollars le baril en mars contre 107,5 dollars en 2011. Cela a permis à beaucoup de pays riches en ressources minières et pétrolières d'engranger d'importantes rentrées en devises. L'indice des matières premières et des produits agricoles tels que le café, le caoutchouc, le coton et les boissons a par contre sensiblement baissé en 2012. Cependant, la pression inflationniste sur les pays africains demeure soutenue par des prix alimentaires en hausse après juillet, sous l'effet de mauvaises conditions météorologiques sur les récoltes, notamment aux États-Unis. Ce sont les prix du sucre, des céréales et du riz qui ont connu la plus forte hausse, tandis que les prix de la viande et des produits laitiers sont demeurés pratiquement inchangés. Pour 2013, les observateurs prévoient une stabilisation des prix mondiaux de la plupart des produits de base exportés par le continent.



ÉCO

→ Transférer à un ami

Les Inspirations ÉCO
Mercredi 25 Décembre 2013

L'inspiration au quotidien

FCP CAPITAL MONETAIRE
NOTÉ PAR
STANDARD AND POOR'S

Af

Sécurité et transparence
pour une confiance durable

BMCE CAPITAL
GESTION

Benkirane menace de dissoudre la seconde Chambre f s

Le Chef du gouvernement n'a visiblement pas encore digéré le rejet par la Chambre des conseillers du PLF 2014. C'est en tout cas ce que laisse transparaître sa réaction hier au sein de la Chambre des conseillers où il répondait aux questions des parlementaires à l'occasion de la séance mensuelle des questions orales au Chef du gouvernement. Benkirane a qualifié ce rejet «d'absurde» avant de proposer la dissolution de cette chambre du Parlement. Pour le chef du groupe parlementaire du PAM, Hakim Benchemas, il va falloir organiser les élections locales, un chantier sur lequel le gouvernement tâtonne selon le conseiller au titre du parti du tracteur.

Le Spécialiste de la Mesure de Précision au Maroc

Instrumentation Métrologie Gestion de l'Énergie

Vers un Davos arabe f s

L'Union des banques arabes planche actuellement sur la création et l'organisation d'un grand forum économique arabe, «qui serait l'équivalent de Davos et qui réunirait tous les secteurs économiques, bancaire, commercial, industriel, touristique et énergétique». D'après les initiateurs du projet, la première session du Davos arabe pourrait se dérouler au Qatar, à condition que l'initiative aboutisse.

La Chine demande un ALE avec le Maroc f s

Un accord de libre-échange avec... la Chine. Voilà qui semble a priori une mission suicide pour l'économie marocaine, à tel point que la question n'avait jusque là jamais été évoquée, par le Maroc en tout cas. L'information est tombée lundi : la Chine propose de discuter les modalités d'un accord de libre-échange avec le Maroc, afin de «promouvoir un développement sain et ordonné» du commerce bilatéral entre les deux pays. Le souverain a été invité par le Président chinois pour une visite officielle, afin de «Sceller un partenariat stratégique». A priori déséquilibré, seuls des investissements chinois pourraient rendre l'accord profitable.

Les agriculteurs montent au front f s

Les collatéraux de la fiscalisation de l'agriculture et ce sont les agriculteurs qui ont réagi. Suite à la mise œuvre de l'imposition de l'agriculture, le projet de loi de finances a été qualifié de «Le projet de loi de finances» par la Fédération interprofessionnelle de l'agriculture, qui considère que le projet de loi de finances, qui considère les agriculteurs comme de simples contribuables, est «inacceptable».



Abonnez-vous à la Newsletter/Alerte «Les ÉCO» et recevez l'essentiel de l'actualité économique et financière

EN PARTENARIAT AVEC **coface**

Le marché de la semaine

Risques pays 2014

Ce qui a changé dans le continent...

● La 18^e édition du Colloque Risque pays, organisé annuellement par la Coface et tenu le 21 janvier dernier, a apporté quelques améliorations sur les appréciations des risques à l'investissement. Pour l'Afrique, en 2014, quatre pays subsahariens sont concernés. Il s'agit du Rwanda, du Nigeria, du Kenya et de la Côte d'Ivoire.

KENYA**Évaluation pays : C****Environnement des affaires : C**

Le Kenya est la première économie d'Afrique de l'Est. En 2013, l'activité a repris en lien avec un assouplissement de la politique monétaire. En 2014, la croissance sera soutenue, notamment en raison des investissements liés à la découverte de pétrole et de gaz fin 2012. Les investisseurs seront en outre confortés par la bonne tenue des élections générales de mars 2013. La consommation privée (79% du PIB) demeurera le principal moteur de la croissance sous réserve que l'inflation reste modérée. Celle-ci est en effet très dépendante des prix de l'alimentation et donc des conditions climatiques. La baisse du principal taux directeur de la Banque centrale incitera à la consommation. Ainsi, le crédit aux ménages et aux entreprises continuera de croître en 2014. De plus, la taille croissante de la classe moyenne favorise les dépenses privées. Le secteur primaire demeurera robuste, et son activité est renforcée par l'ouverture d'une grande mine de titane fin 2013. Le secteur des services, l'un des plus attractifs du continent, est porté par les télécommunications et les services financiers.

CÔTE D'IVOIRE**Évaluation pays : C****Environnement des affaires : C**

La reprise de l'activité économique a été plus vigoureuse que prévu en 2012 après la récession de 2011 liée à une douloureuse crise post-électorale (décembre 2010 - avril 2011). Dans un contexte de normalisation de la situation politique, la croissance a été soutenue par les investissements publics et la reprise de la demande intérieure. De grands chantiers d'infrastructures, portant sur la rénovation des universités, la reprise de la construction d'un pont et d'une autoroute, la réhabilitation et la construction de salles de classe et de centres de santé, ont été engagés. Le secteur privé n'a pas été en reste avec la construction d'un autre pont, dans la capitale, et le développement de centrales thermiques. L'expansion devrait se poursuivre en 2013 à un rythme soutenu grâce à la hausse des investissements publics et privés, à laquelle devrait contribuer l'amélioration de l'environnement des affaires, l'aide de bailleurs de fonds, le retour de la confiance des investisseurs et la promotion des partenariats public-privé.

RWANDA**Évaluation pays : D****Environnement des affaires : D**

La croissance du Rwanda, plutôt épargnée par la crise, restera soutenue en 2013. La demande interne est le moteur essentiel de l'économie. Le secteur des services (commerce, services financiers, tourisme) contribue à la moitié du PIB. Les performances de l'agriculture (34 % du PIB) bénéficieront des bonnes conditions climatiques de 2012, mais son développement reste contraint par la forte pression démographique, les productions vivrières limitant les capacités de productions d'exportation. Le secteur industriel (15% du PIB) est dominé par la construction, l'industrie manufacturière étant pénalisée par le déficit d'infrastructures et la concurrence du Kenya. Le programme d'investissement public dans les secteurs de l'énergie (production et distribution) et des transports soutiendra également l'activité, tout comme l'investissement privé, encouragé par le développement de la microfinance via les coopératives d'épargne et de crédit (SACCO). Le chômage demeure un défi majeur.

NIGERIA**Évaluation pays : D****Environnement des affaires : D**

La progression du PIB, restée soutenue en 2012, devrait marquer un léger recul en 2013 en raison de politiques fiscales et monétaires plus restrictives. Les cours du pétrole ne devraient pas enregistrer de baisse significative sur le marché mondial. Le volume de production devrait augmenter au Nigeria grâce à la montée en régime d'un nouveau champ (Usan), garantissant le maintien des recettes d'exportations pétrolières et évitant un ralentissement trop brutal de la croissance. L'agriculture et les services seront portés par la demande intérieure, la consommation privée (54% du PIB) restant dynamique. La baisse des subventions sur le prix du pétrole et la hausse des prix de l'électricité attendue dans le cadre de la privatisation du secteur maintiendront une pression à la hausse sur les prix. Le maintien d'une politique monétaire relativement restrictive de la Banque centrale du Nigeria (Central Bank of Nigeria - CBN) permettra de ralentir l'inflation. ●



Au Nigeria, le maintien d'une politique monétaire restrictive par la Banque centrale permettra de ralentir l'inflation.



Le groupe BMCE Bank vous accompagne dans vos échanges commerciaux entre l'Afrique et le monde

BMCE BANK
NOTRE MONDE EST CAPITAL



Vue du Cameroun



BILLET

Thierry Ekouti,
Dir. pub-Le Quotidien de
l'Économie (Cameroun)

Incarnation de l'intégration

La présidente de la transition en République centrafricaine peut-elle y apporter la paix, la stabilité politique et la sécurité sociale ? C'est en tout cas l'espoir que tout le monde place en Catherine Samba Mpanza, qui était jusque-là le maire de Bangui et qui, de ce fait, a une certaine connaissance des réalités de ce pays. Déjà, cette dame est l'incarnation même de l'intégration à laquelle aspire toute la région Afrique centrale. Née au Tchad d'une mère centrafricaine et d'un père camerounais, elle a des racines et des connaissances dans trois des six pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac). D'ores et déjà, elle a promis, au lendemain de sa prestation de serment, qu'elle prendrait le temps d'écouter toutes les parties au conflit, afin de proposer des solutions conformes aux attentes. L'objectif reste, au bout du compte, de mettre fin à la haine et à la violence qui, en quelques semaines, ont transformé le pays en un véritable champ d'horreur. Une chose est sûre : elle peut compter sur l'accompagnement et le soutien de la plupart des populations et des dirigeants de la sous-région, lesquels attendent un succès de sa part qui ramènerait la question de la libre circulation des biens et des personnes dans la sous-région au centre des préoccupations. Accaparés par la crise centrafricaine, les dirigeants de la Cemac n'y ont plus fait allusion depuis le 1er janvier où elle devait normalement entrer en vigueur. ●

Les délais de passage s'améliorent au port de Douala

● En l'espace de deux ans, le temps de dédouanement des marchandises à l'importation a été réduit de moitié. Cependant, il reste encore loin des objectifs.

« Les délais de passage moyens des marchandises au port autonome de Douala ont été ramenés à 10 jours contre 19 jours jusqu'à une date assez récente ». Cette révélation a été faite le 23 janvier, à Douala, par Minette Libom Li Likeng, directrice générale des douanes camerounaises. Cette dernière s'exprimait lors d'une exposition organisée en prélude à la Journée internationale de la douane, célébrée le dimanche 26 janvier 2014, autour du thème « *communiquer: partager l'information pour mieux coopérer* ». À cette occasion, elle n'a pas manqué d'expliquer l'origine de cette forte amélioration des délais de passage portuaire. « *Grâce aux actions menées par la Direction générale des douanes et l'engagement des partenaires de la place portuaire, indique-t-elle dans les colonnes du quotidien La Nouvelle Expression, les efforts consentis dans le cadre de la dématérialisation des procédures commencent à porter leurs fruits. La dématérialisation n'est donc pas un slogan, elle est une réalité* ». Il est d'ailleurs fort possible que cette réduction des délais de dédouanement des marchandises se poursuive. En effet, a lieu en ce moment sur la place portuaire une expérience qui consiste à regrouper au même endroit tous les services intervenant dans le dédouanement des véhicules. À en croire Abel Thierry Zogo, le chef de ce centre, chacun de ces intervenants a au maximum une heure pour traiter le dossier. Et Minette Libom Li Likeng de constater: « *aujourd'hui, le dédouanement d'un véhicule se fait en 24 heures* ». Toutefois, précise Abel Thierry Zogo, « *ce sont les véhicules qui nécessitent cer-*



taines vérifications qui sont dédouanés en 24 heures. Quand le véhicule a toutes ses pièces au complet, il ne faut que quelques heures ». Dans tous les cas, ce centre pilote est en train d'opérer une véritable révolution dans la mesure où il fallait jusque-là attendre plusieurs jours, voire plusieurs semaines pour dédouaner son véhicule. Aussi, la direction des douanes a-t-elle annoncé son intention de généraliser cette expérience pour être plus compétitive. En effet, même à 10 jours, ces délais de passage restent encore longs et loin de l'objectif de 7 jours à l'import que s'était fixé le pays à l'issue d'une réflexion organisée en 1997 sur le port de Douala. En conséquence, les diagnostics et les propositions fusent, à l'instar de celle d'Alain Claude Atangana, le directeur général du Centre d'opérations maritimes (Codem). « *L'un des principes qui garantissent la compétitivité d'un*



Le port de Douala étudie la mise en place d'un guichet unique pour regrouper tous les services intervenants dans le dédouanement des véhicules.

port, dit-il dans les colonnes du Quotidien de l'Économie, c'est le travail en continu. Or, que voyons-nous? Nous rencontrons de nos jours des acteurs portuaires qui ne respectent pas ce travail en continu, des acteurs qui ferment de midi à 15h, et pendant ce temps, nous avons des opérateurs qui sont obligés de consommer des délais qui leur sont préjudiciables. C'est aberrant! D'où mon appel à une sensibilisation accrue et à un rappel à l'ordre des acteurs portuaires concernant ce point précis ». En 2012, alors que le délai de passage des marchandises à l'import était en moyenne de 19,6 jours, la représentation de la Banque mondiale au Cameroun en avait évalué les conséquences sur l'économie du pays. Dans un document produit à l'époque consacré à la facilitation du commerce, l'institution écrivait: « *en 2012, le Cameroun s'est classé 118e sur 132 pays dans l'indice de facilitation du commerce* ». Parmi les raisons de ce mauvais résultat, la Banque mondiale citait la lourdeur des procédures. « *Au Cameroun, peut-on lire dans le document, il faut remplir 12 documents pour importer un produit et 11 pour exporter un, alors qu'en moyenne, ce nombre oscille entre 6 et 8 dans un échantillon d'économies émergentes et d'autres pays africains qui aspirent à ce statut* ». D'où l'interpellation de cette institution: « *Le Cameroun est à la traîne et doit déployer des efforts importants pour remonter dans le classement* ». Avec les nouvelles statistiques, il est évident que cet appel n'est pas tombé dans les oreilles de sourds. ●

PAR **JULIEN CHONGWANG**
Le Quotidien de l'Économie -
Douala - Cameroun